

Discours de Lorient

Par François Hollande

(28 juin 2009)

Je retrouve avec plaisir Lorient. Non par goût, l'âge venant, de la nostalgie. Pas d'avantage pour une cure de jouvence.

Certes, il y a toujours des lignes à faire bouger, des réponses à imaginer. Mais c'est l'amitié d'abord qui me conduit de nouveau en Bretagne. C'est à Brest que je fus élu Premier secrétaire, et c'est Jean-Yves qui préside la Région, après une campagne - celle de 2004- qui reste l'une des plus belles que j'eus à conduire. Le contexte a changé, notre niveau de responsabilité aussi.

La vie nous bouscule. Les temps sont devenus difficiles. La droite domine l'Europe, en France elle est installée jusqu'en 2012. Cela fera 10 ans. La gauche peine à trouver la formule qui lui ferait retrouver la confiance des peuples, au moment même où partout le capitalisme est dans la tourmente et le libéralisme dans l'échec.

Nous sommes là pour chercher et offrir des solutions aux Français. Ils subissent, en effet, la plus grave crise économique de l'après-guerre.

Cette crise va être longue. Une année de récession. Deux années de stagnation. En économie, c'est court mais dans la vie de tous les jours, c'est interminable.

Cette crise va être profonde. La production industrielle revenue à son niveau d'il y a 15 ans, les déficits vont atteindre des niveaux historiques, le chômage continuera à croître jusqu'en 2012 avec au delà la suppression d'au moins 1 million d'emplois.

Cette crise va être injuste. Elle va aggraver la précarité notamment celle des jeunes, contenir les salaires, déprécier les patrimoines des ménages, tout en permettant à ceux qui disposent de liquidités de saisir les opportunités de bonnes affaires.

La France va donc sortir de cette tourmente avec une économie affaiblie, un appareil productif dégradé, un taux d'activité diminué, une dette publique record, des inégalités renforcées. Cela ne se fera pas sans tensions, sans conflits. Et le calme apparent d'aujourd'hui, au moment où la crise souffle avec le plus d'intensité, ne doit pas rassurer. À force, le sentiment de ne plus rien avoir à perdre va coaguler des mécontentements et des peurs jusque-là retenues.

Réfléchir à la France d'après la crise ne dispense pas d'agir dès à présent. Partout des plans de sauvetage des banques ont été, dans la hâte, mis en œuvre par les Etats comme par les banques centrales, non sans résultats.

Partout des plans de relance ont été décidés. Leur ampleur, leur contenu comme leur intensité varient selon les pays. Ils finiront par produire leurs effets. Mais nous connaissons leurs limites : défaut de coordination dans le temps comme dans l'espace, protectionnisme déguisé,

lenteur dans leur exécution, impact considérable sur les comptes publics... au point d'entraver pour longtemps la liberté de manœuvre des Etats.

Que faire de plus pour accélérer la reprise ?

- Baisser les taux d'intérêt : ils sont à des niveaux historiquement bas.
- Annoncer un programme de grands travaux : l'Europe pourrait le faire. Elle s'y refuse. Et une telle politique exige du temps. Il n'y en a plus.
- Ajouter de la dette publique par un grand emprunt pour frapper les esprits et donner le nom d'un président à la postérité : l'opération de communication est à double tranchant. Elle mobilise l'épargne de précaution, mais cache d'un voile transparent le gouffre du déficit.

Alors, que reste-t-il à faire d'efficace et de sérieux ?

Revenons à l'origine de la crise. Ce sont les errements du système financier qui ont conduit les banques à rationner les prêts aux particuliers comme aux entreprises. D'où l'effondrement du marché immobilier le repli de l'investissement. Avec ses conséquences sur la croissance, l'emploi et le pouvoir d'achat.

Alors, pour accélérer la reprise, il convient donc de réalimenter le crédit, réorganiser et réguler les marchés financiers. Bref, restaurer la confiance en mobilisant l'épargne en faveur de l'investissement.

Et c'est là que je veux revenir sur l'emprunt. En période de crise, le taux d'épargne s'élève mécaniquement, la crainte du futur alimentant la prudence. Et, dans le même temps, les entreprises ont plus de mal à se financer auprès des banques ou des marchés. Aussi, ce n'est pas d'un emprunt d'Etat dont l'économie a besoin - et j'allais dire quelles que soient les dépenses qu'il servira à couvrir - mais d'une épargne affectée à l'investissement productif. La bonne procédure n'est pas de créer une dette publique supplémentaire.

La bonne idée serait donc de lancer un emprunt garanti par l'Etat et dont le produit servirait à financer à long terme et à faible coût les projets d'investissement des entreprises.

Ce serait plus efficace, plus rapide, plus structurel et sans conséquences sur les finances publiques.

Quant à l'accompagnement social, il devient une nécessité économique puisque seul le maintien de la consommation permet de soutenir encore l'activité. Le risque, c'est une chute provoquée par la montée du chômage. Aussi, faut-il pour une durée d'un an considérer le contrat de transition professionnelle comme le statut de tout licencié économique et couvrir cette charge par la suppression des exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires.

La pensée de crise se traduit souvent la crise de la pensée. Les libéraux sont devenus des régulateurs; les contempteurs du modèle français ses plus zélés adorateurs. Les orthodoxes du marché parfait, les promoteurs d'un Etat prodige.

Ces conversions ne doivent pas faire illusion. C'est l'Etat d'urgence qui a suscité l'urgence de l'Etat. Quand le capitalisme financier n'a plus d'argent, rien de mieux que l'Etat comme prêteur en dernier ressort. Il n'y a là aucun acte de contrition. Pas davantage la découverte de la sagesse ou l'accès à une ascèse précieuse. C'est le principe de nécessité qui a fait loi. Et si, en haut lieu, on affirme que rien ne sera plus comme avant, en fait tout change pour que rien ne change.

Les socialistes sont interpellés par le choc. Oui, ils peuvent se flatter d'avoir été les premiers à mettre en garde le monde sur les risques liés à la libéralisation des marchés, au retrait de l'Etat, aux privatisations et aux déréglementations. Mais ils sont regardés comme les ayant toléré quand ils ne les ont pas accompagnés.

Aussi, la défaite du 7 juin aux élections européennes n'est-elle pas si paradoxale qu'il y paraît. Je rappelle que dans 16 des 27 pays européens, la social-démocratie a subi des défaites (hors Grèce et Malte), notamment en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie et en France, là où précisément les modèles étaient les plus divers : social-démocrate, travailliste, démocratie et socialiste.

Je vois trois raisons dans ces déconvenues :

1/ - Une rigidité conceptuelle

Qu'elle soit moderne ou traditionnelle, elle reste figée sur un modèle qui est celui né dans l'après-guerre sous forme de droits, de garanties, de prestations... Et la mondialisation qu'elle a acceptée courageusement l'a mise en permanence sur la défensive, faute d'avoir su l'organiser et la dominer. Aussi, donne-t-elle toujours l'impression de s'excuser. Soit d'être trop peureuse face à la mutation économique. Soit d'être trop poreuse face à la prétention des marchés... Bref, elle donne le sentiment d'être toujours en retard par rapport à l'accélération du monde alors que ses principes n'ont rien perdu de leur actualité.

2/- Une incapacité à formuler une doctrine commune

Au-delà des spécificités nationales, le socialisme peine à s'identifier à des références, des exemples, voire un modèle. Les sociaux-démocrates, qui avaient été les premiers à concevoir les politiques de développement durable au milieu des années 90, ont manqué de volonté pour les traduire aussi bien dans leur pensée que dans leurs actes. Et n'en ont pas fait un renouvellement de leur doctrine.

Les droites n'ont pas cette difficulté : elles s'adaptent. Elles sont a-idéologiques, puisqu'elles se confondent avec le réel. Leur idéologie, c'est le système lui-même regardé comme inéluctable, irréversible, immuable.

3/- L'effacement du projet européen.

L'Europe n'était pas une idée des socialistes. Mais, les socialistes l'avaient investie d'une mission presque mystique : unir les peuples autour de valeurs communes et conférer à leur union une force, capable de porter des politiques communautaires conjuguant production et protection. L'élargissement conjugué à la mondialisation ont ramené cette ambition à un marché dans un espace démocratique. C'est déjà beaucoup, mais ce n'est plus le projet

fédérateur que les socialistes avaient porté. D'où le désenchantement des catégories populaires chaque fois qu'elles sont consultées sur le sujet.

Les droites peuvent vivre sans l'idéal européen. Elles ont obtenu de l'Europe ce qu'elles voulaient, y compris le droit au chauvinisme. Les gauches en revanche se retrouvent à porter des objectifs pour l'Europe que, désormais, sa taille, son organisation et son budget n'autorisent plus. D'où l'urgence de relancer le projet européen.

Ainsi, la crise a donné à la droite une avance momentanée. Son avantage réside dans sa plasticité. Elle n'est sévère qu'à l'égard des plus faibles. Elle s'autorise donc tout : le crédit, les déficits et même le laxisme. Pour elle, l'Etat n'est pas un maître, mais un valet.

Quant à la politique, elle est une affaire de chefs. La démocratie, une affaire d'opinion et les institutions, une affaire personnelle.

L'enjeu, ce sont les classes populaires. Convenons qu'elles se sont détachées de la gauche, avec le sentiment de n'être plus représentées, défendues et tout simplement comprises dans leurs difficultés. Elles cherchent l'adversaire et le trouvent, hélas, tout près d'elles. Elles sont passées de la lutte des classes à la lutte contre le déclassement. Elles se sont mises de côté.

Cependant, ces catégories comme l'ensemble de la population attendent des solutions. Elles demandent à la politique de leur offrir un avenir mais avec une exigence de crédibilité à la mesure de la lucidité qui est désormais la leur.

Aussi, la question fondamentale posée à la gauche est-elle de sa pensée. Il n'y a pas de conquête politique durable si elle n'est pas précédée d'une victoire dans la bataille des idées.

Certes, les conditions de l'affrontement ont changé. La société s'est apaisée. Des sujets de conflits font peu à peu consensus. Je ne m'en plains pas.

Mais, il y a aussi la tentative d'effacer les clivages, de voler les mots, de capter les noms, de dérober l'Histoire, de jouer avec les émotions pour rendre tout équivalent, pour unifier les problèmes et donc les solutions, pour étouffer le conflit, saturer l'espace médiatique, personnaliser la politique dans un dialogue singulier entre le « moi » du bas et le « moi » du haut. Pour faire de la Présidence un job. Et de la démocratie une assemblée de consommateurs ou d'actionnaires.

Il faut donc revenir au cœur même de la Démocratie, c'est-à-dire à l'affirmation des choix et à la délibération pour les départager.

Le mouvement des idées obéit à des cycles étroitement liés à ceux de l'économie mondiale.

La social-démocratie a été la grande idéologie de l'après-guerre : elle avait trouvé la recette dans les pays développés pour conjuguer croissance forte, Etat providence et démocratisation de l'Education. Ce furent les 30 glorieuses dont une part du succès s'était construite sur la destruction des richesses du reste du monde. Celle-ci se vengera avec l'explosion du prix des matières premières, et notamment du pétrole.

Le libéralisme, au début des années 80, prit le relais. L'effondrement du communisme à l'Est et l'épuisement du pacte de solidarité à l'Ouest lui offrirent le monde entier comme terrain

d'expérience. Les marchés furent investis, non seulement du pouvoir de fixer la valeur de tout, mais de donner une légitimité à l'argent, une vertu au-dessus même de la démocratie. Ce furent les 30 flambeuses qui brûlèrent toutes les digues, tous les interdits qui, jusque-là, avaient codifié la bienséance économique, sociale et politique : ces années viennent de s'achever dans le fracas de la spéculation qui a consisté à donner une valeur à ce qui n'en avait plus.

La crise ouvre un nouveau temps, un nouveau cycle, où tout doit être rebattu, repensé, revisité.

C'est un défi pour la Gauche ; Son renouvellement indispensable passe par la fidélité à son propre récit.

Le socialisme se confond avec l'accomplissement des valeurs de la République. Il ouvre donc 2 perspectives fondamentales : le progrès et l'égalité. C'est-à-dire la capacité de faire avancer l'humanité et le droit égal donné à chacun de réussir sa vie. Il s'inscrit dans un double mouvement : l'émancipation personnelle et le projet collectif. L'individualisation et le dépassement. La reconnaissance de la primauté de l'intérêt général comme un moyen donné à chacun de réaliser librement son destin.

À la condition de définir le progrès et l'égalité par rapport aux enjeux d'aujourd'hui.

Le progrès n'est plus la production et la consommation, mesuré par des agrégats économiques dont on sait qu'il n'intègre pas les prélèvements sur la nature dont on sait qu'ils ne se traduisent qu'imparfaitement dans la réalité.

Il ne se confond pas non plus avec l'accumulation de technologies qui peuvent se traduire par des aliénations ou des asservissements.

Le progrès aujourd'hui c'est de vivre mieux, plus longtemps et avec toutes les connaissances possibles. Sans altérer les possibilités des générations successives. C'est toute la logique des nouveaux indicateurs.

Le progrès est donc le contrat que la Nation passe avec elle-même pour assurer un développement futur.

L'égalité, elle est toujours l'étoile polaire de la gauche –comme le disait le philosophe italien Babbio- mais elle ne peut être réduite à une distribution dont le coût est jugé exorbitant pour ses participants et insuffisant pour ses bénéficiaires. Pas davantage à une égalité des chances dont on sait qu'elles ne sont pas les mêmes au départ et encore moins à l'arrivée. Elle ne peut se confondre avec la lutte contre les discriminations qui n'en sont que l'une des illustrations. Là encore, c'est bien plus que par des services publics, des prestations, une fiscalité –par ailleurs nécessaire - que l'objectif doit être atteint, mais par l'accompagnement de chacun dans sa trajectoire personnelle en lui offrant toute sa vie durant les moyens de sa promotion, de sa participation au projet collectif, de son émancipation (Amartya Sen). C'est l'égalité des capacités ou l'égalité devant l'avenir.

C'est ce double message qui fonde pour les socialistes la Nation. Face à un marché qui segmente, disloque et met en concurrence, la Nation, la République unifie sans

uniformiser. Elle plonge dans les mémoires multiples et parfois blessées pour créer un lien, une cohésion, une harmonie, une communauté de réussite.

Je vous propose de retrouver un projet collectif.

C'est avec cette double clé, le progrès et l'égalité, que nous pourrons reprendre en compte le collectif, sans froisser l'aspiration individuelle. C'est ce qui donne de la force au contrat que chaque génération ajoute –comme disait Léon Bourgeois- au legs de l'âge précédent.

La crise fournit aujourd'hui l'occasion d'une nouvelle étape de notre construction nationale. Comme il a été possible de nouer un contrat de l'après-guerre, nous devons écrire avec nos concitoyens le contrat de l'après crise. Il doit promouvoir la Démocratie de la réussite. C'est-à-dire une réussite commune et partagée. Et dont la Démocratie est à la fois l'instrument et l'aboutissement.

Je propose trois choix fondamentaux

1/- Le choix de la compétitivité

La France sortira de la crise plus affaiblie qu'elle n'y était entrée. Le risque est de conjuguer sur une longue période chômage élevé, déséquilibre commercial extérieur et salaires bas. La solution, c'est de réarmer la production française : politique industrielle, croissance verte, nouvelles technologies, effort de recherche.

2/- Le choix de la solidarité

L'après crise sera le temps de l'ajustement budgétaire et fiscal, compte tenu des déficits publics gigantesques qui sont en train de se creuser. La gauche devra faire preuve de courage pour faire ses arbitrages entre les dépenses et les impôts.

Oui, je le dis, il faudra relever certains prélèvements, reprendre des avantages accordés aux plus favorisés et alléger la charge qui pèse sur ceux qui contribuent à la croissance.

L'allongement de la vie obligera, quoi qu'il arrive, à une autre organisation du temps de travail et à un élargissement du financement.

3/ - Le choix de l'écologie

L'après crise verra le retour d'un pétrole cher. La conférence de Copenhague en décembre prochain renforcera les obligations en matière de lutte contre le réchauffement. C'est donc toute notre organisation de transports, notre habitat et nos modes de consommation qui devront être revus. Il faudra être prêt à aller beaucoup plus loin dans la diversification énergétique et dans le recyclage des déchets.

Nous avons 10 ans pour changer et nous devons consacrer 1% au moins du PIB.

En 2012, c'est sur la réponse à ces choix qui décideront nos concitoyens.

Ne faisons pas mine de les découvrir à la veille de l'échéance. Ne construisons pas un projet pour aujourd'hui avec les mots d'hier, mais pour demain avec la vision d'après-demain. Ne

faisons pas comme si nous pourrions disposer de recettes exceptionnelles : la croissance sera faible et la droite aura vidé toutes les caisses dont elle aura eu la garde. Elles ne sont plus vides. Elles sont sans fond. Ne laissons pas penser que nous pourrions tout faire, tout additionner, tout conjuguer.

Notre électorat sait que ce n'est pas vrai. Il n'attend pas de nous un catalogue d'intentions, une énumération de mesures, un programme, fut-il bâti à partir d'une démarche participative. Mais de propositions limitées en nombre mais pas en intensité.

Le contrat de l'après crise doit aller à l'essentiel. Il porte une perspective : la démocratie de la réussite. Il s'articule autour de 3 pactes avec le pays.

1. Un pacte productif

La France a besoin de ses entreprises. C'est la condition de sa place dans la mondialisation et de la résorption du chômage. Mais, les entreprises ont besoin de leurs salariés. C'est la condition de leur productivité et de leurs performances. Voilà le pacte : l'Etat s'engage à faciliter l'accès au crédit, en fixant des obligations aux banques, en créant des produits d'épargne affectés à l'investissement productif, en garantissant certains prêts. L'Etat favorise, en liaison avec les Régions, des pôles de compétitivité avec une défiscalisation de l'effort de recherche des entreprises qui s'y consacrent. L'Etat abaisse significativement l'impôt sur les sociétés sur les bénéficiaires réinvestis et relève le taux pour les profits distribués. En contrepartie, les entreprises négocient avec les partenaires sociaux des accords sur la formation, la rémunération et l'emploi des jeunes comme des seniors. L'ensemble des allègements de cotisations sociales (30 milliards d'euros) est revu par rapport à ces trois objectifs.

Aujourd'hui, un pacte productif est un pacte écologique. C'est une nouvelle croissance qu'il faut faire émerger avec la diversification énergétique, l'isolation, les nouveaux modes de transport. La Caisse des dépôts doit être refondée pour devenir la caisse du développement durable et tous ses produits d'épargne dédiés au financement écologique. La France dispose – encore pour combien de temps- de la présence d'un secteur public (EDF, AREVA, SNCF, Poste...). Il doit être mis au service de cette mutation.

2. Un pacte éducatif

Notre pays n'a d'avenir que s'il fait le choix de faire de la France l'une des nations la mieux formée du monde. Or, nous souffrons de deux handicaps :

- a. La France compte un taux élevé de jeunes en échec (20% sortent sans diplôme).
- b. Elle ne parvient pas à fournir des élites assez nombreuses pour répondre aux besoins de la nouvelle donne économique. Elle n'est ni juste ni efficace.

Ce n'est pas qu'une affaire de moyens. C'est aussi son organisation et son système d'orientation et sa tolérance aux inégalités.

Plusieurs propositions :

- La généralisation du service public de la petite enfance et des maternelles ;

- La fourniture d'un tronc commun élevé ;
- La valorisation de l'enseignement technique et professionnel et la priorité aux formations industrielles ;
- L'hybridation entre grandes écoles et universités ;
- L'orientation des étudiants
- L'attribution d'un chèque éducation sur toute la vie à tous ceux qui sont sortis précocement de la formation initiale.

3. Un pacte redistributif

Il n'est déjà pas aisé de réduire les inégalités en période de prospérité. C'est encore plus difficile en temps de crise mais encore plus nécessaire. Face à l'ampleur des déficits la question qui se pose inmanquablement est de savoir qui va payer. Ainsi le compromis à trouver se situe au point d'équilibre entre la solidarité à assurer à tous et le niveau de prélèvement qu'une société accepte de consentir.

C'est pour moi tout l'enjeu de la réforme fiscale. Elle doit être aussi simple que juste et efficace. Elle doit aller au delà de la remise en cause des réductions d'impôt accordées aux plus favorisés depuis 7 ans et être fondée sur trois principes :

- Tous les revenus doivent être soumis au prélèvement progressif national, local et social. L'indivisibilité du revenu va de pair avec la progressivité de l'impôt.
- La richesse produite par les entreprises doit être l'assiette de leur contribution, la base aussi bien pour le financement local que pour le financement social.
- Le prélèvement sur la nature doit faire l'objet d'une compensation fiscale. L'impôt doit aussi servir à prévenir les dommages causés par les activités humaines ; il doit à ce titre contribuer à maintenir intact le patrimoine dont nous héritons ; c'est le sens de la taxe Carbone aussi bien sur la consommation des ménages et des entreprises qui polluent le plus.

Mais la redistribution, ce n'est pas seulement l'impôt. C'est aussi la répartition des revenus. En 20 ans, les écarts se sont creusés considérablement les hautes rémunérations se sont envolées quand le salaire moyen a stagné. Une société a le devoir de déterminer une hiérarchie soutenable entre les dirigeants et les salariés les plus modestes. De même, les stock-options, retraites chapeau et les golden parachutes devraient être purement et simplement supprimés.

Le contrat de l'après crise vise donc à réarmer l'économie française, à la spécialiser sur la valorisation du capital humain et la préservation du capital naturel.

C'est autour de ce contrat que doit d'abord se rassembler la Gauche.

L'élection présidentielle de 2007 a créé une nouvelle donne politique. La droite est désormais unie dans un seul parti dominé, écrasé par un seul chef et sans concurrence sérieuse sur ses flancs ; l'extrême droite a été absorbée – au moins son électorat et le centre - nouveau

en tous cas – satellisé. L'ancien cherchant encore son identité ; le pouvoir est minoritaire mais il est en position de force. En face, les oppositions sans doute majoritaires sont dispersées. **Sans moteur, faute d'alliance, sans énergie, faute de projet** la pluralité élargit son espace mais lui ôte la crédibilité. Comment faire ?

Evitons les fausses solutions. A la différence de la droite, la gauche n'est pas fongible dans un seul parti. Et le PS pourrait décider de se dépasser – tâche par ailleurs nécessaires – ouvrir largement les bras il n'étreindrait que le vide. De même, le choix d'un candidat commun de la gauche ne peut être un préalable mais éventuellement un aboutissement.

Alors la seule méthode qui vaille consiste à s'adresser à toutes les familles politiques décidées à gouverner avec nous et de travailler à l'élaboration d'une fédération autour d'un projet commun.

Cette démarche doit trouver un premier acte dans la préparation des élections régionales. Elle est sans condition sauf l'accord sur les idées. Elle respecte les stratégies autonomes au premier tour même si l'union dès cette étape lui donnerait plus de force. Elle ne préjuge de rien sur les candidatures aux prochains scrutins. Elle crée une clarté sur l'offre politique présentée aux citoyens et une cohérence sur l'équipe supposée la porter. Elle fédère la gauche autour d'un projet en laissant à chacune de ses familles son identité.

Mais deux choses sont sûres :

- Un PS faible et c'est l'ensemble de la gauche qui souffre. **Les élections européennes en ont été la démonstration. C'est le médiocre score du PS qui a donné à Nicolas Sarkozy sa victoire, quand bien même les Verts pavoisaient et le reste de la gauche était d'une compétition résiduelle.**

- **Un PS seul et c'est l'alternance qui se trouve empêchée** car le changement a besoin d'une assise solide et d'un assentiment large de la population. Les bases électorales du PS sont à la fois étroites et fragiles. Il a besoin d'alliés à condition qu'il partage la même exigence de crédibilité et de responsabilité. Les défis sont trop lourds, les contraintes trop fortes pour ne pas concevoir un rassemblement large et cohérent. Il ne se construit pas en quelques jours et encore moins entre les deux tours d'une élection décisive. Il réclame une sincérité dans les engagements et un dépassement dans les formes et les pensées politiques.

La Gauche y est elle prête ? A nous de la convaincre. C'est au PS de le faire.

Non en nous excusant d'être nous mêmes, ni en ressassant les même propositions.

Ce qui exige d'abord de parler aux Français avec gravité et vérité. L'après crise sera une épreuve aussi rude que la crise elle-même mais elle peut nous ouvrir une nouvelle étape de progrès et d'égalité.

Ensuite de parler à tous les Français, non à leurs intérêts particuliers mais à ce qui les unit dans un projet collectif.

Enfin de parler non pour dénoncer mais pour agir.

Voilà pourquoi pour moi les socialistes ont un double effort à faire : audace et dépassement. Tout en restant fiers de leurs valeurs et du sens de leur combat. Le socialisme est une belle idée.

Quand un parti à l'honneur de la porter depuis plus d'un siècle et qu'il s'est battu pour l'égalité, le progrès, l'émancipation, qu'il a participé aux plus grandes conquêtes de la République, des droits sociaux et de la liberté, il n'a aucune raison de le laisser choir. Tant que demeurera une atteinte à la dignité humaine, une volonté de dénoncer l'ordre apparemment immuable des choses et le désordre insupportable des injustices, il y aura toujours des hommes et des femmes qui se lèveront.

On les appellera des socialistes.